

## PROPOSITION DE PROJET DE SYNTHÈSE

Le 26 mai dernier, plus de 3 millions d'électrices et d'électeurs en France ont porté leur voix sur EELV. Le succès des partis écologistes en France et dans d'autres pays a dessiné une vague verte à l'échelle européenne. En confirmant l'affaiblissement des clivages politiques classiques, ces élections ont témoigné de l'urgence à produire des réponses politiques nouvelles.

Ces réponses, il nous revient de les porter. Pour les plus jeunes, en particulier, remobilisés lors des élections européennes, l'enjeu est existentiel : dans quel monde pourrons nous vivre demain si nous persistons dans l'aveuglement ? Ces questions reconfigurent le champ politique.

### 1. Face aux crises et aux risques d'effondrement : retouchons terre !

L'écologie est entrée dans les esprits

Réchauffement climatique, dégradation de la biodiversité, pollution, résilience, l'écologie est devenue une urgence ressentie par l'ensemble de la population. Les élections européennes en ont été une démonstration dans la majorité des pays, dont le nôtre. Tous les partis se déclarent écologistes à qui mieux mieux. "Fin du monde, fin de mois, même combat", les gilets jaunes ont clamé que le progrès social est lié aux avancées écologistes. Et dans notre parti, nous avons acté que la croissance est derrière nous et nous réfléchissons à une société post-croissance. Même la notion d'effondrement n'est plus taboue et nous nous inscrivons dans le mouvement général de l'écologie à préparer des sociétés résilientes.

Et pourtant, notre parti reste un petit parti.

S'il y avait encore des doutes sur la gravité de la situation de notre planète, l'été 2019 aura apporté son lot de preuves supplémentaires : canicules, méga feux, fonte accélérée de la calotte glaciaire, pénurie d'eau douce... Tout semble se dérégler à une échelle systémique et planétaire, sans que les responsables politiques ne prennent la mesure et la gravité de la situation. Face à ces évolutions, il nous reste peu de temps pour limiter les effets de la catastrophe climatique et préparer l'adaptation de nos territoires à cette nouvelle donne. Le 6e effondrement des espèces s'accélère sous le coup du changement climatique et de l'artificialisation des territoires

Ces deux phénomènes se combinent avec les choix technologiques de l'agriculture industrielle et l'absence de protection des paysanneries contre les marchés mondiaux spéculatifs qui provoquent famines et pauvreté au sud et mal bouffe au nord. La crise de l'alimentation et celle de la santé se nourrissent l'une l'autre.

Pour sauver le Vivant, La seule option capable d'amortir les effets des effondrements en cours (et à venir) est de changer radicalement de modèles techniques, économiques, sociaux et démocratiques, de nous métamorphoser !

Cela passe par :

**La sobriété** : la réduction drastique individuelle et collective de notre utilisation d'énergies fossiles. La production de CO2 doit décroître très rapidement.

**L'adaptation** de notre espèce à un milieu beaucoup moins accueillant : renforçons notre résilience. Mobilisons et organisons l'intelligence collective. Relocalisons, renforçons notre autonomie individuelle et collective. Produisons tout ou partie de notre alimentation, construisons des éco-lieux, développons le low tech, des agricultures bio, des jardin-forêts, de la permaculture, des organisations bio-locales et bio-régionales. Construisons un nouveau rapport à la nature, au vivant, à la convivialité, au local, au collectif, à la non violence...

**La remise en cause** d'un système basé sur l'accumulation des profits, un système fondé sur des inégalités croissantes,.. incompatible avec la survie sur terre.

## **2. Assumer la radicalité et la singularité du projet écologiste**

L'affirmation de la singularité de l'écologie politique a fait le succès de la campagne européenne. C'est dans cette voie que nous devons poursuivre. Face à l'urgence et l'ampleur des changements à opérer, le réalisme ne réside plus dans une politique des petits pas, mais dans une radicalité assumée combinant la prise en compte de la finitude de la planète et de la vulnérabilité de la vie sur Terre avec les exigences de justice sociale, de solidarité, de réduction des inégalités, consubstantielles à l'écologie politique.

### **2.1 Aller vers une société écologiste de la diversité et du bien-vivre pour toutes et tous.**

**Notre écologie est une écologie émancipatrice qui valorise les initiatives, le soin, la diversité, le dialogue, la relation, les coopérations.** Nous refusons ce monde de domination : domination de genre et de classe, domination de pays, exploitation de la nature et de ses ressources, séparation entre les humains et les autres êtres vivants. Les solidarités qui s'inventent sur les territoires sont pour nous source d'inspiration et de propositions. Ils portent des solutions pour l'écologie de demain (productions agroécologiques, circuits courts, échanges de savoirs et de pratiques, ressourceries, habitat coopératif, pétitions et référendum numériques, occupations non-violentes, Economie sociale et solidaire, ZAD, rondpoints des Gilets Jaunes, friches réaménagées, potagers partagés, micro expérimentations qui inventent de nouvelles manières de vivre).

**Une écologie émancipatrice et populaire** : La société écologiste donne à chacun une place dans le respect de la diversité. L'écologie est nécessairement féministe, anti-raciste, populaire, et protectrice des droits des minorités. Nous choisissons la solidarité comme rempart à la barbarie. Cela signifie renforcer les solidarités (revenu universel, retraites, ...) plutôt que de les détricoter. Cela signifie accueillir dignement les réfugiés plutôt que de laisser les drames s'installer.

Comme a su le faire l'éducation populaire en son temps, cela signifie embarquer les quartiers populaires, les classes populaires et les jeunes dans des démarches et des entreprises qui les concernent au premier chef ; aucune avancée écologique ne pouvant se dispenser de sensibilisation et d'appropriation par toutes et tous des enjeux de la transformation écologique, ni se dispenser de compensations appropriées, au cas par cas, pour les plus vulnérables -mais pas les moins activ.e.s- de nos sociétés.

**Solidarité des territoires** : Sous la pression du capitalisme et du productivisme, les politiques territoriales se structurent autour d'un seul objectif : celui de la compétitivité économique et de la mise en concurrence des territoires. Des territoires entiers - villes petites et moyennes, périphéries urbaines, espaces ruraux et ultras marins - sont abandonnés, tandis que les métropoles concentrent tous les capitaux et imposent l'uniformisation des modes de vie et un mal être général. A la campagne ou dans les périphéries urbaines, les citoyens sont relégués : abandon des services publics, écoles en sursis, centres bourgs qui se dépeuplent. Dans les territoires ultra-marin, les communautés autochtones en sont souvent les premières victimes du capitalisme de prédation. A ce titre nous devons prendre toute la dimension que représente la biodiversité des territoires Ultra-Marins.

**Solidarité internationale** seule susceptible de réduire les conflits et les risques de guerre qui s'accumulent. Elle se se décline à l'échelle de la planète. Elle se fonde sur des principes et des pratiques de responsabilité et de transparence et des règles de vie décoloniales et réconciliatrices, à l'égard des populations les plus pauvres de la planète, les plus vulnérables, le plus souvent des femmes, le plus souvent des paysan.n .es. Elle acte l'impasse des frontières nationales et de la dérégulation libérale face aux enjeux contemporains. Enfin, elle reconnaît notre dette écologique vis à vis des pays dont les ressources continuent d'être pillées et les écosystèmes détruits.

**Solidarité inter-espèces** en luttant contre la souffrance animale, les écocides et les extinctions.

**Rénovation démocratique** : Face à la crise de nos institutions démocratiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération est urgente. La démocratie représentative dépossède les personnes de leur pouvoir d'agir. En construisant des outils locaux qui donnent la possibilité à chacun de s'approprier les espaces, de débattre et de participer à la décision, une démocratie permanente, horizontale et de proximité (aux échelles territoriales appropriées - cf. référendum ADP) doit s'inventer. Sans révolution démocratique et sans justice sociale, pas de révolution écologique pacifique, pas de métamorphose.

## **2.2 Une orientation stratégique sans ambiguïté : dépassement et rassemblement**

Les résultats des élections de 2019 ont dessiné un nouveau paysage politique en Europe : l'écologie apparaît comme la matrice autour de laquelle reconstruire l'idée de progrès humain, et les Verts comme le pôle de cette reconstruction. Cela dans un contexte politique marqué par l'affaiblissement des partis de la gauche du XXe siècle issus du mouvement ouvrier, la montée des forces fascisantes, le maintien des partis libéraux.

Face à ce constat, **les écologistes ont le devoir de rassembler les forces politiques, syndicales, associatives et alternatives qui se réclament de l'écologie**, et d'ouvrir le dialogue avec les forces de gauche traditionnelles qui s'écologisent et rejettent le productivisme . Il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos parcours politiques autour d'un **nouveau projet de société écologiste** associant justice sociale et lutte contre le capitalisme, féminisme et altermondialisme, autonomie et fédéralisme, lutte pour les communs, justice environnementale et antiracisme.

Pour cela nous proposons d'agir de façon articulée et synchrone sur plusieurs leviers pour organiser notre dépassement :

1) **Renforcer notre mouvement** : Élections municipales et sénatoriales en 2020, départementales et régionales en 2021, nationales en 2022 : il est impératif de penser l'ensemble de la séquence et d'articuler notre processus d'élargissement avec les échéances électorales. Le premier temps, jusqu'aux municipales, doit être celui de l'affirmation de nos responsabilités d'écologistes, de l'ouverture envers les partis écologistes issus ou non de la gauche classique, du dialogue avec la gauche traditionnelle. Notre priorité des prochains mois est la réussite des élections municipales. Elles doivent permettre le rassemblement des citoyens et des autres formations autour du projet écologiste pour amorcer le processus de dépassement.

2) **Rassembler l'écologie politique et construire la maison commune de l'écologie** avec toutes les formations politiques qui ont fait de l'écologie politique la matrice de leur projet. La forme politique institutionnelle qui permettra ces rapprochements, reste à inventer. Cette démarche politique de dépassement permettra des regroupements ponctuels, sur projet, notamment à l'occasion des élections de 2021. Elle se développera, en partant d'abord des réalités locales et/ou régionales. En son sein, des affinités politiques plus marquées doivent permettre de donner naissance **à une nouvelle formation de l'écologie politique**, que nous appelons de nos vœux.

Sur la base de notre histoire et notre acquis organisationnel, après débat et consultation de l'ensemble des adhérents, ce processus aboutira à **un congrès de refondation** si possible fin 2020 et au plus tard après les élections régionales et départementales à l'été 2021 qui fera le bilan du processus engagé, déterminera la faisabilité de la création d'un nouveau mouvement dépassant EELV.

3) **Rassembler au sein d'un « archipel de l'écologie politique »** l'ensemble des organisations qui acceptent la perspective de la « post croissance » et de l'anti-productivisme. Cet archipel ouvrira au delà de la maison de l'écologie un autre espace de coopération entre acteurs de l'écologie, quel que soit leur objet, ou leur nature juridique, ... qui veulent se mettre en synergie, dynamique, par des liens de type réseau collaboratif avec pour finalités de renforcer l'écologie dans le champ l'action politique. Une véritable transition écologique et sociale ne se fera pas contre la société ou à partir des seules institutions. Il est fondamental d'inter-réagir avec

l'ensemble des acteurs du mouvement social qui, hors des postures partisans, défendent les valeurs de l'écologie et de la justice sociale.

C'est dans ce double cadre, maison de l'écologie-archipel de l'écologie politique et interaction avec les mouvements sociaux, que doit être repensée la structure en coopérative de EELV adoptée en 2009. La **coopérative** devra trouver pleinement sa place.

**4) Préparer des alliances majoritaires** : Nous devons appeler les forces politiques qui se réclament d'une partie du projet écologiste à des alliances sur des contrats et des engagements précis, suivis et respectés, qui conditionneront la poursuite de la coalition. Nous devons nous préparer à construire une large coalition, écologiste et humaniste, capable d'offrir une alternative crédible lors des scrutins majoritaires présidentiels et législatifs.

### **3. FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE ET RENFORCER NOTRE CRÉDIBILITÉ**

**3.1 Renforcer notre crédibilité** : Nous devons gagner en profondeur comme en contenu dans notre analyse et notre capacité à exercer le pouvoir. Nous nous fixons comme objectif :

- de lancer un **cycle de conventions thématiques nationales**, associant intellectuels, ONG et partenaires pour nourrir notre réflexion et structurer notre projet, thème par thème. Il faut rapprocher les conventions thématiques avec les commissions thématiques ! les conventions menées sans les commissions affaiblissent les commissions.. Les commissions doivent avoir les moyens et la reconnaissance d'organiser et valoriser des conventions thématiques.
- d'installer un « **contre-gouvernement** » mobilisant toutes nos expertises pour nous mettre en situation d'exercer le pouvoir.
- de revitaliser la **Fondation de l'écologie politique**.
- de repenser et restructurer les **commissions** pour que leur participation à la construction de notre pensée politique soit effective. Le Secrétariat National apportera le soutien logistique et financier à la valorisation de leurs travaux.
- de redéfinir en permanence **notre programme**, décliné pour chaque type d'élections, avec les commissions et l'ensemble de nos adhérents. Un programme ne peut être figé dans le temps, il doit prendre en compte les découvertes scientifiques, les événements sociétaux, les prises de conscience de tout un chacun.

#### **3.2 La formation et l'accueil : une priorité**

Nous devons faire de notre parti, un parti apprenant, formatif dans l'ensemble de ses fonctions et mettre en place une formation et une information permanente pour les nouveaux militants, faciliter les échanges entre eux, afin de leur permettre de mieux comprendre nos analyses, nos outils, nos objectifs et notre fonctionnement interne.

- **La charte d'accueil du nouvel adhérent** est un premier outil mais elle devra être complétée. Des outils spécifiques devront être mis en place (vidéos, fiches techniques ou thématiques, livrets, référents accueil...) permettant des formations décentralisées, au plus près des adhérent-es. Un centre-ressource virtuel, mais aussi réel, sera créé.
- **La forme de notre site** évoluera vers une présentation plus participative, valorisant l'histoire et la spécificité du mouvement, son caractère international et fédératif, rendant visible notre projet Bien Vivre, donnant accès à des formations et actions militantes en ligne
- Un **journal de l'écologie politique**, sous une forme à déterminer, sera créé

#### **3.3 Faire vivre la démocratie permanente dans notre mouvement**

Trop de décisions stratégiques ont été prises dans la période récente par un cercle restreint de responsables. Trop souvent les statuts ont été suspendus. La "prime majoritaire" au bureau exécutif a renforcé cette tendance. Bien des erreurs des dix dernières années auraient été évitées

si des voix critiques étaient montées jusqu'au sommet de l'appareil et prises en compte par le Bureau exécutif.

Notre expérience de la démocratie participative dans les collectivités doit nous servir à construire une animation inclusive.

Concernant notre fonctionnement, plusieurs principes doivent nous guider :

- . Le respect des différentes sensibilités et leur représentation proportionnelle dans les instances doit être maintenue, comme leur accès égal à l'information.
- . Le respect strict des fonctions respectives de nos instances : fonctions délibératives du Conseil fédéral, fonctions d'exécution du Bureau exécutif et fonctions de régulation du Conseil Statutaire et des autres instances nationales.
- . Nous veillerons à la transparence, au bon accès à l'Information et sa bonne circulation pour tous les adhérent-es, la régularité des échanges entre les adhérent-es, le conseil fédéral, le bureau exécutif, et les bureaux régionaux
- . La recherche du consentement doit être privilégiée dans nos processus de décision. A cet égard, chaque décision stratégique doit être précédée d'une information préalable et d'un débat décentralisé à l'échelle régionale ou locales et validée par l'ensemble des adhérent-e-s.
- . le rôle de la conférence des régions soit précisé dans nos statuts.

- **Sur le bureau exécutif**, nous nous engageons à ce que :

- . Le bureau exécutif présente **un rapport d'activité** à chaque séance du conseil fédéral
- . Les membres du bureau exécutif qui sont absents et ne participent pas à ses travaux soient remplacé-es par les suivants de liste ( art II-7-3du RI)
- . Les règles de cumul pour les membres du bureau exécutif soient renforcées : être membre du bureau exécutif ne doit pas pouvoir se cumuler avec une fonction de parlementaire, ou de vice-président de région par exemple. Ce n'est pas le même travail : les élu.e.s externes supportent de nécessaires compromis tandis que les membres du BE maintiennent le cap de l'écologie politique défini par nos instances.

Pour assurer néanmoins la cohérence du mouvement, **un conseil politique**, réunissant régulièrement le BE, les parlementaires nationaux ou européens ainsi que des représentants des territoires, sera mis en place, avec compte rendu diffusé au mouvement.

- **Sur le conseil fédéral**, nous visons à ce que :

- . Le conseil fédéral retrouve sa fonction politique d'élaboration de positions et d'orientations politiques à appliquer par le BE
- . Le conseil fédéral se réunisse plus souvent : 5 à 6 fois par an ( à budgéter )
- . La communication du CF soit renforcée, notamment en direction des adhérent-es : présentation synthétique et accès aux motions en débat, puis compte rendu synthétique à destination de tous les adhérent-es dans des délais rapides

Transparence, éthique et convivialité sont indispensables pour construire durablement aux adhérent-es et coopérateurs-trices un mouvement relié avec les partis qui font leur chemin vers l'écologie, les associations citoyennes pour la transition écologiste et les organisations syndicales, et les acteurs et militant.e.s de la société civile.

Soyons unis

Depuis, notre congrès décentralisé s'est déroulé dans l'apaisement. C'est une occasion à saisir pour nous rassembler et porter une voix forte de l'écologie. Pour autant, il ne faut pas nier que nous avons des sensibilités diverses que nous devons assumer pleinement entre ceux qui rêvent tout haut de victoires électorales rapides et ceux qui appuient sur le message à porter, la transition

que nous devons préparer face à l'effondrement qui a déjà commencé. Ces deux visions sont complémentaires et si nous savons nous écouter, nous ferons gagner l'écologie.